



2016

Stratégie d'exploitants agricoles.

Témoignages d'agriculteurs français qui s'adaptent en temps
de crise.

Ces témoignages peuvent inspirer des chefs d'exploitations agricoles en Algérie.

Djamel BELAID.

مهندس زراعي

Revue « Réussir Grandes Cultures » 08 mars 2016 Par Valérie Noël

François Mellon : la luzerne comme pilier de la rotation

Légumineuses et travail du sol sont au coeur de la stratégie de François Mellon, agriculteur à Villotran dans l'Oise.

Au départ, François Mellon a semé de la cameline pour avoir un tuteur pour ses lentilles. Puis, il s'est aperçu qu'il y avait de la demande pour de l'huile. - © V. Noël

Une rotation sur sept ans, bientôt huit, et pas de produits chimiques : c'est l'équilibre auquel est parvenu François Mellon, qui exploite 125 ha dans l'Oise. Il a commencé en 2000 grâce aux CTE (Contrats territoriaux d'exploitation) avant de tout convertir en 2010. Une démarche pragmatique, permise par les bons résultats obtenus entre 1992 et 1998 dans le cadre d'une expérimentation régionale visant à réduire de 25 % les intrants (phytos, azote). « Il faut avoir le temps de faire évoluer son esprit, car le bio, ça demande de changer son organisation », estime l'exploitant.

La stratégie de François Mellon résulte de tâtonnements et d'opportunités. Son assolement en est un bon exemple. « Entre 2000 et 2010, j'étais plutôt sur une rotation de quatre à cinq ans, avec de la féverole, du blé, du trèfle, de l'orge et du pois. J'avais des résultats aléatoires en féverole, j'apportais de la vinasse de betteraves et des fientes de volailles pour compenser les exportations. » Aujourd'hui, la rotation tourne sur huit ans, avec trois luzernes pendant lesquelles il ne fait « rien », suivies par une orge, un blé, un mélange de lentille/cameline puis un triticale. La fertilisation est réduite à son minimum. Une rotation rendue possible par la mise en place en 2010 d'une filière bio à l'usine de déshydratation voisine. « Comme la luzerne ne nécessite pas d'intervention, j'ai pu sauter le pas avec mes parcelles très caillouteuses, que j'hésitais à convertir », ajoute-t-il.

Une faible pression des adventices dès le départ

L'agriculteur règle le sort des adventices à coup de travail du sol. « On passe la charrue tous les ans, sauf derrière les lentilles », indique-t-il. Et il fait plus quand il le faut. « Au final, on n'intervient pas aussi souvent qu'on l'imagine, nuance François Mellon. C'est aussi parce que nous sommes partis d'une ferme 'propre' au départ, avec un faible stock de graines adventices. » Un peu d'huile de coude est tout de même nécessaire : 15 jours par an, l'agriculteur et son salarié arrachent à la bêche les rumex. L'autre astuce de François Mellon consiste à semer tard, début novembre, après avoir travaillé le sol. "En janvier, j'ai des blés clairs, mais propres. » Côté maladie, l'exploitant est épargné... à l'exception en 2015 d'un épisode de rouille, une maladie de faiblesse. Sa recette, s'il en a une ? Profiter

des bois qui entourent ses parcelles et les isolent. Les haies qu'il a replantées lui permettent par ailleurs de réguler les colonies de pucerons au printemps. Le travail du sol est également essentiel. « Je ne saurais pas faire du bio sans labourer et déchaumer », insiste-t-il.

L'agriculteur ne cache pas que le chemin vers le bio est long. « J'ai revendu mon pulvé il y a trois ans seulement, illustre-t-il. J'avais toujours en tête que je pourrais retourner au conventionnel en cas de problème. Mais j'ai réalisé que je n'en avais plus envie et que je n'en étais plus vraiment capable." La connaissance des produits finit par s'oublier.

Membre d'un groupe d'agriculteurs bio qui travaille avec la chambre d'agriculture, il expérimente chaque année de nouvelles choses et en est ravi. 2016 ne fera pas exception. La douceur de l'hiver n'a pas servi l'agriculteur, ses champs n'ont jamais été aussi sales. Il devra donc innover pour préserver son rendement.

Priorité à l'alimentation humaine

Hormis la luzerne qui part en déshydratation, François Mellon valorise toutes ses cultures en alimentation humaine ou en semences. « C'est pour cela que je me suis intéressé aux lentilles, une valeur sûre pour les consommateurs bio, dont le nombre ne cessent d'augmenter, qui veulent moins de viande et plus de légumes secs. » C'est grâce à elles qu'il a découvert la cameline, qu'il presse chez un voisin puis embouteille et vend au réseau Biocoop, notamment. « De manière générale, j'essaie de réduire les intermédiaires », souligne-t-il.

Philippe Houdan : des grandes largeurs au travail simplifié

Remplacer les outils qui travaillent le sol par les plantes, voilà la philosophie de Philippe Houdan, agriculteur à Châtillon-sur-Seine en Côte-d'Or.

Trois outils forment la base de l'équipement de Philippe Houdan : un déchaumeur (photo), un décompacteur et un semoir à dents en direct. - © V. Noël

C'est en 1987 que le non labour s'est introduit sur la ferme de cet agriculteur bourguignon. « J'étais encore aide familial. Cette année-là, nous avons renoncé au labour sur 35 ha très rocailleux car il faisait trop sec. On a juste passé le cover crop... et on s'est aperçu que ça poussait aussi bien. » L'expérience s'arrête là : il en faut plus pour revoir une stratégie. Vient la réforme de la PAC de 1992. « Elle nous a obligés à réduire les coûts », se souvient l'exploitant, installé en 1991 en Gaec avec son frère. Les céréaliers optent alors... pour les grandes largeurs. « On a globalement augmenté les chevaux dans l'idée de réduire les charges en passant moins souvent. » Au milieu des années 2000, le Gaec arrive au bout du système. « On n'avait plus que quatre cultures, blé, orge d'hiver, colza et orge de printemps, des parcelles plus sales, davantage de limaces... » En 2005, Philippe Houdan se forme aux techniques de travail du sol simplifiées et au bas volume, mises en pratique par son voisin et par certains agriculteurs du groupe technique dont il fait partie. Puis il se lance. La puissance du parc matériel est réduite. « Avant 2005, nous avions 750 chevaux pour nos 375 ha. Nous sommes descendus à 530 chevaux. » Trois outils, tous équipés de trémies, constituent désormais le socle de la ferme : un semoir direct à double caisse, un déchaumeur à disques et un décompacteur de 4 m. "Nous adaptons l'outil en fonction des conditions», précise l'agriculteur.

Des macérations végétales pour renforcer les plantes

Aujourd'hui, Philippe Houdan tourne avec cinq cultures (blé, orge de printemps, pois ou féverole d'hiver, sarrasin en dérobé puis orge d'hiver). La terre n'est jamais nue. "Le jour de la moisson du blé, on plante un mélange 'maison' de féverole, vesce, lentille de 100 kg/ha, avec un peu de tournesol et de moutarde», précise-t-il. Le gel détruit le couvert avant l'orge de printemps. Un déchaumage est effectué dans la foulée de la moisson, puis les repousses servent de couvert avant le protéagineux qui suit. Une fois celui-ci récolté, un sarrasin est semé immédiatement puis moissonné fin septembre ou début octobre. "On le vend", souligne l'exploitant. Suit une orge d'hiver, qui précède un autre sarrasin en dérobé.

Même s'il a dix ans de pratique, Philippe Houdan s'estime encore loin d'avoir atteint le bon équilibre sol-plante. « Nous n'avons pas encore incorporé assez de couverts. Sauf cette année, exceptionnelle, l'activité biologique s'arrête quasiment entre le 1er novembre et le 15 mars. Les couverts ne produisent donc pas beaucoup, il va nous falloir du temps." De fait, Philippe Houdan n'a pas encore révisé sa fertilisation. Mais il s'est attaqué aux phytos. Depuis 2010, il utilise des macérations végétales (purins d'orties et de consoude). "On a commencé à trois avec des copains de notre groupe dans nos potagers... et puis on a essayé sur les cultures, d'abord sur des bandes de 36 m, avant de généraliser progressivement. Nous faisons sur tout énormément d'essais pour tester de nouvelles choses." Quand il le faut, l'agriculteur repasse aux produits traditionnels. "En 2015, nous avons apporté 80 litres de fongicides sur la ferme pour lutter contre les rouilles", indique-t-il. Le système est ouvert.

Toujours un oeil sur les cours

Cette année, Philippe Houdan a vendu toute sa récolte sur le dernier trimestre 2015. «J'ai acheté des calls sur le marché à terme, à 150 euros/t base juillet », explique-t-il. S'il aime ses plantes et prend soin de leur équilibre, l'agriculteur est également un fin connaisseur des marchés. Il a ouvert voici une dizaine d'années un compte à terme avec le Crédit mutuel, et il surveille quotidiennement les cotations. Il a de quoi stocker, et en profite pour vendre au mieux.

Philippe Houdan : réduire le travail du sol

- . 375 ha avec 6 cultures en 2015 (dont sarrasin, pois, féverole)
- . 2 UTH
- . Charges opérationnelles de la ferme : 225 EUR/ha (moyenne sur 8 ans)
- . 100 000 à 150 000 EUR d'amortissement/an pour de réduire les cotisations MSA, donc matériels récents
- . Projets : acheter un moulin pour transformer une partie des céréales, installer une ruche, ouvrir un petit magasin de producteurs articles associés

Réussir Grandes Cultures 08 mars 2016 Valérie Noël
David Vincent : moduler tous les intrants à l'intérieur d'une parcelle

Tout noter, c'est l'une des clés du travail de David Vincent, agriculteur à Alairac dans l'Aude, qui l'a conduit à mettre en oeuvre la modulation intraparcellaire de ses intrants en 2009. Depuis 2004, David Vincent stocke toutes ses cartes de rendement. « La succession des cartes est un élément beaucoup plus solide pour l'analyse qu'une carte isolée, qui n'est le reflet que d'une année, avec ces conditions climatiques bien particulières. » - © V. Noël

Il est également précurseur : l'électronique embarquée dans les matériels agricoles en sujet de mémoire d'ingénieur, voilà qui n'était pas banal en 1993. Son diplôme en poche, il travaille deux ans dans l'informatique. Puis ses beaux-parents lui proposent de reprendre la ferme familiale, 120 ha de cultures et 25 ha de vigne dans l'Aude, où la famille n'a plus d'attache. Un contexte idéal pour « ne pas faire comme tout le monde ». Dès le départ, David Vincent note tout ce qu'il fait, y compris son temps de travail. C'est ce qui lui permet d'avancer. Ses premières années sur la ferme lui font toucher du doigt l'hétérogénéité de ses sols. Très vite, il ajuste ses engrais entre parcelles, grâce à la méthode des bilans. L'heure est alors à la calculatrice et au tableau excel. Ce n'est qu'après s'être agrandi de 66 ha, en 2002, qu'il estime avoir atteint la taille critique pour s'équiper d'une console John Deere (Greenstar). Complétée par un logiciel de gestion parcellaire, elle lui permet d'automatiser la saisie de ses données. Il était temps : « En 2002, je me suis aperçu que j'avais une année de retard de saisie. Ma capacité d'analyse était devenue nulle ! », précise-t-il. Les 8000 euros d'investissement sont payés dès la première année : « grâce au guidage, j'ai pu par exemple supprimer le jalonnage manuel, et au final réduire de 10 % mes frais », explique l'exploitant.

L'agriculteur investit ensuite dans un épandeur d'engrais de 3000 litres muni d'un système de pesée embarquée. 10 % plus cher, son modèle est compatible avec sa console : il veut à terme pouvoir moduler ses apports. « Ce sont ces 10 % qui font la rentabilité de mon système », estime l'agriculteur, pour qui « les questions de compatibilité sont la clé de voûte du système ». De fait, il n'a quasiment qu'une seule marque de matériel, et un seul fournisseur, dont il exige un service irréprochable.

La modulation commence en 2009 avec P et K

La moissonneuse-batteuse avec capteurs de rendement, compatible avec le logiciel de gestion parcellaire afin de produire des cartes de rendement, suit en 2005. « Le chèque de 15 000 euros que je faisais à l'entrepreneur compensait le prix de l'annuité. » Frais d'entretien intégrés, il y perd un peu... Mais c'est sans compter le gain en qualité de récolte et en confort de travail.

Il faut toutefois la très mauvaise année 2009, qui lui fait manger une année et demie de récolte, pour que

l'agriculteur débute la modulation intraparcellaire. Il commence par le poste P et K, grâce auquel il espérait bien améliorer ses sols. En formation, il découvre un module spécifique d'Agrimap et s'aperçoit qu'il a tout ou presque pour se lancer. Il prend le temps d'analyser ses cartes de rendement pluriannuelles et définit des zones homogènes, sur lesquelles il ajuste les apports en fonction des analyses de sol en sa possession. Un programme de travail avec Défisol proposé par sa coop lui permet « d'industrialiser » son projet : toutes ses parcelles sont analysées en un an. L'agriculteur divise par trois ses consommations en P et K tout en préservant ses rendements.

Il en vient vite à moduler ses apports d'azote puis ses semences. À charges égales, ses rendements s'améliorent. En 2012, la conversion en cultures de ses 25 ha de vigne, devenus un poids, le conforte dans sa voie. Prochaine étape : intégrer les données climatiques dans ses calculs.

L'agriculteur divise par trois ses consommations en P et K tout en préservant ses rendements.

Commercialisation simplifiée

Avec d'autres agriculteurs, David Vincent a incité sa coopérative, Arterris, à proposer d'autres formules que le prix de campagne. « J'ai une grande partie de mes céréales en production de semences. Pour le reste, je mets en dépôt à la coop, et je vends quand les prix couvrent mes coûts de production prévisionnels avant récolte, ou réels après récolte. Je n'ai pas assez de volumes par culture pour mettre en oeuvre seul une vraie stratégie de gestion des risques. »

David Vincent : la carte de la précision

- . 220 ha avec 11 cultures en 2015 (dont blé dur, pois, sorgho)
- . Rotation de type 2/2 : 2 céréales sont précédées de 2 cultures (sorgho, pois, tournesol, féverole ou colza) pour gérer les bromes et raygrass résistants.
- . 1 UTH
- . Blé dur : 42 q/ha, 780 EUR/ha de charges (opérationnelles, matériel, main-d'oeuvre), vendu 300 EUR/t
- . Pois protéagineux : 42 q/ha, 510 EUR de charges, vendu 200 EUR/t
- . Sorgho : 43 q/ha, 950 EUR/ha de charges, vendu 135 EUR/t
- . Projets : moduler les apports de produits phytos, pourquoi pas en fonction de la masse végétative de la culture.

Se sécuriser en diversifiant et en associant

Réussir Grandes Cultures 24 octobre 2016 Spécial numéro 300 | Par Valérie Noel

Du trèfle en semis sous couvert, des associations céréales-protéagineux... Pour 2017, François Mellon est plus que jamais décidé à ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. « Le trèfle me permet d'économiser 60 unités d'azote sur la culture suivante » - © V.Noël

Résumons : par rapport à une année normale, les rendements de François Mellon sont globalement divisés par deux. « J'ai fait entre 20 et 25 q/ha pour toutes mes cultures, relate-t-il. La seule bonne surprise vient des lentilles, avec 18 q/ha. » En cameline, culture à forte valeur ajoutée qu'il transforme, il n'a pu récupérer que 300 kg/ha, soit un total de 1,5 tonne. Or il lui faut quelque 4 tonnes pour fournir ses clients. L'agriculteur va devoir s'approvisionner en dehors de sa ferme, une première. « Je vais déroger à mes principes, explique-t-il, mais c'est la seule solution. » L'année est mauvaise, mais l'agriculteur ne se plaint pas : ses blés ont des PS de 80 kg/hl, et surtout, les prix en bio restent corrects : « on est en déficit sur quasiment toutes les cultures, précise-t-il. Nous n'avons pas comme en conventionnel la triple peine, pas de volume, pas de qualité, pas de prix ».

La rémunération de la luzerne pas à la hauteur en 2016

Toutefois François Mellon reste lucide. D'ici 2018, les prix des céréales bio pourraient pâtir de l'augmentation du nombre d'agriculteurs entrés en conversion en 2015. Sa récente déception en luzerne l'a échaudé. « Pour la récolte 2015, nous avons été payés au final 40 euros/t pour un rendement de 7 tonnes/ha. Ça ne couvre même pas le coût de l'engrais apporté. » Cette plante qui avait aidé François Mellon à sauter le pas du 100 % bio pourrait bien être réduite à la portion congrue. En 2017, il n'en restera que 14 hectares, contre 38 en 2016. « Un tiers de la ferme avec une même culture, c'est trop dangereux, estime-t-il. C'est un peu ça le problème de l'année : lorsque l'on est trop spécialisé, on est vulnérable. La diversification est primordiale. » Idem pour les débouchés : l'agriculteur a trouvé un éleveur qui lui prendra tout ou partie de sa récolte, selon ce que lui proposera l'usine qui ne sera plus son seul client.

Du trèfle pour apporter de l'azote et assainir les parcelles

Autre enseignement de l'année : l'intérêt des cultures associées. « J'ai récolté pour la première fois un

mélange triticales/pois, que j'ai semé à l'automne, raconte l'agriculteur. J'ai obtenu 10 quintaux/ha en triticales et 7 q/ha en pois. Les pois étaient debout grâce au triticales, plutôt moins malade qu'en variété pure, et la parcelle était propre. » Un vrai bon point pour une année très difficile sur le plan du désherbage. François Mellon a aussi tenté le semis sous couvert de trèfle. « Pour 20 euros/ha de semences, 4 kilos/ha à 5 euros, je récupère 60 unités d'azote pour la culture suivante et les parcelles sont propres, explique-t-il. Pour moi qui suis à la recherche d'une plus grande autonomie, c'est parfait. » 2017 sera donc l'année du trèfle : il accompagnera orge et blé de printemps. Ce sera aussi l'année du seigle, une culture que François Mellon veut développer sur sa ferme.

Voir aussi : Trois stratégies à l'épreuve de la moisson 2016, David Vincent : des intrants de mieux en mieux modulés, Philippe Houdan : ventes anticipées et sarrasin pour sauver la mise ainsi que Trois tendances qui remuent les grandes cultures.

L'assurance va limiter le manque à gagner

Malgré son optimisme, François Mellon va affronter une campagne compliquée. « J'ai quasiment 50 % de pertes de rendement, soit 750 euros/ha de produits en moins », explique-t-il. L'assurance climatique va l'aider. « J'y souscris depuis qu'elle existe. Assurance grêle comprise, cela me coûte 42 euros/ha par an. Pour moi, c'est indispensable en bio compte tenu des risques techniques. » L'agriculteur devrait toucher 350 à 400 euros/ha car il a pour la première fois racheté 15 % de sa franchise. S'il n'a pas d'encours chez ses fournisseurs, François Mellon a des prêts. « J'ai renouvelé mon tracteur l'an dernier, signale-t-il. Il avait plus de vingt ans. Je l'ai financé par un prêt. » Pour cette campagne, l'exploitant a pu négocier avec sa banque. Il ne remboursera que 80 euros/ha d'annuités.

articles associés

En 2016, David Vincent a réduit ses dépenses en intrants grâce à des cartes de biomasse et à l'arrivée de son nouveau pulvérisateur, qui lui a permis de moduler ses apports en fongicide. « La modulation effectuée en 2016 grâce aux photos satellites m'a permis d'économiser cinq sacs d'ammonitrate », relève David Vincent. - © V.Noel

« En 2015, c'était la cata, mais cette année, je suis dans la moyenne historique haute de l'exploitation », explique David Vincent. Côté prix, l'agriculteur a choisi au printemps dernier d'engager toute sa récolte en prix moyens auprès de sa coopérative, compte tenu des perspectives de prix moroses. Il a pour l'instant reçu un acompte de 140 euros/t. Après deux années difficiles, cela ne suffira pas. « Avec l'agriculture de précision, j'ai des charges de structure, souligne-t-il. Mon taux d'endettement est de 90 % foncier compris. Tout ce qui contribue à alléger la trésorerie est bienvenu. » Il a également un encours chez sa coopérative, préfinancé par un prêt court terme à 1,2 % garanti par sa récolte. Le système proposé par sa coop est rodé : l'acompte sur la récolte 2016 paie les charges 2015-2016, celles de 2016-2017 étant ensuite financées sur le même principe. « C'est une forme d'intégration mais c'est rare de trouver un banquier pour jouer ce rôle, reconnaît l'agriculteur. Et en ce qui concerne la vente, je ne peux et ne veux pas stocker car c'est trop risqué. Je préfère donc livrer à ma coop en prix moyens. »

Des cartes de biomasse pour diminuer le dernier apport d'azote

Pour retrouver de l'autonomie, David Vincent mise sur la technique et l'agriculture de précision afin d'ajuster au plus près de ses besoins ses intrants. Cette année, il a amélioré la modulation intraparcellaire grâce au programme SatRepère d'Arterris fondé sur l'analyse de photos satellites. « Ce service m'apporte des cartes de biomasse dans un format que je peux analyser avec mes outils, souligne-t-il. Ça m'a permis d'ajuster mes doses d'azote au quatrième apport. » Sur les quatre parcelles engagées (blés dur et tendre), il est parvenu à économiser 6 à 23 euros/ha d'azote. « J'avais gardé 60 unités/ha pour mon quatrième apport. Les cartes m'ont permis d'en mettre moins. Pour un service facturé 9 euros/ha, j'estime que je suis gagnant. » L'agriculteur a réengagé toutes ses surfaces de céréales pour 2017.

Le troisième traitement fongicide ajusté

à l'aide du nouveau pulvé

David Vincent s'est également servi des cartes de biomasse pour ajuster les traitements dernière feuille étalée/épiaison : « là où le potentiel de biomasse était plus important, j'ai mis des pleines doses, sachant que nous étions dans un contexte de pression plutôt forte ». Son nouveau pulvérisateur Isobus lui offre cette possibilité, puisqu'il est capable d'appliquer en automatique une carte de préconisation modulant les volumes de bouillie. « J'ai fait descendre mon IFT à 0,7 et j'ai économisé au total 30 % de fongicides, j'ai même ramené à la coop des bidons de Ruby et de Prosaro inutilisés, observe-t-il. Et mon blé était sain partout. » Si l'investissement est lourd, 65 000 euros hors revente de l'ancien modèle, David Vincent ne regrette pas d'avoir changé de pulvé. « Le coût ramené à l'heure, qui intègre entretien et assurance, est peu différent : j'ai plus de remboursement mais moins d'entretien et plus de confort de travail, explique l'exploitant. Je suis entre 30 et 35 euros/h contre 26 à 43 euros pour mon ancien modèle. » Or cela lui permet d'aller plus loin dans sa stratégie.

Voir aussi : Trois stratégies à l'épreuve de la moisson 2016, Philippe Houdan : ventes anticipées et sarrasin pour sauver la mise, François Mellon : se sécuriser en diversifiant et en associant ainsi que Trois tendances qui remuent les grandes cultures.

Entre attente des aides PAC et nouveaux projets

David Vincent attend avec impatience les aides PAC sur la récolte 2015. « Mon raisonnement est le suivant : ma récolte doit couvrir les intrants et ma rémunération, tandis que les aides PAC servent à payer les charges de structure. Il me manque aujourd'hui environ 15 000 euros de primes. » Cela ne l'empêche pas de réfléchir à de nouveaux projets. Parmi ses idées : l'acquisition d'un capteur type NDVIA pour avoir des cartes de végétation aux étapes clés du cycle, ou l'achat d'une déchiqueteuse à bois pour valoriser le bois issu de l'entretien des haies et des arbres présents sur la ferme.